



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 127 - 6 février 1984

PRIX : 2 FRS.

TCHAD



négociation
ou
guerre?



(SOMMAIRE)

éditorial

TCHAD : NEGOCIATION OU GUERRE ?

Page 2

Editorial

Page 3

TCHAD : business is business.

Page 4/5

SENEGAL :

un déficit vivrier alarmant pour les pauvres.

Page 6

SENEGAL :

Diouf à la chasse aux Ayatollah

MAROC :

Hassan II assassiné et emprisonné

Page 7

le MALI dans l'UMOA, qui paiera ?

BAMAKO :

il y'a ordures et ordures.

Page 8/9

le F M I : banquier ou huisnier de l'impérialisme

Page 10/11

immigration : " l'aide au retour ", une manière de licencier.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

pli ouvert : 24F

pli fermé : 48F

A D R E S S E

M. DUFEAL (pour

P A T) Poste res-

tante PARIS 113

75004 Pl. RL VIL-

LE.

Le 25 janvier dernier, un Mirage F1 a été endommagé, un Jaguar abattu et son pilote tué par les partisans de Goukouni, chef de l'opposition (armée) au gouvernement du dictateur Hissène Habré. En guise de représailles, dit-on, plusieurs véhicules transportant des soldats de Goukouni ont été détruits. Par la suite d'autres violents affrontements opposant les forces de Habré à celles de Goukouni auraient fait des centaines de morts.

Cette reprise de guerre directement liée à l'échec de la Conférence de paix tenue à Addis-Abeba confirme cette évidence : les troupes françaises sont intervenues au Tchad pour faire la guerre et non pour apporter la paix - contrairement à ce que disent les dirigeants français cyniquement. Elles sont là pour aider le camp de leur protégé du moment Hissène Habré. Il y a 6 mois, elles étaient intervenues pour stopper la progression des forces de Goukouni vers la capitale. Et le mois dernier, elles ont poursuivi leurs objectifs guerriers en contre-attaquant une centaine de soldats de Goukouni qui venaient de faire prisonniers à Zigney (petite localité du Nord) 12 soldats de Habré et 3 ressortissants occidentaux.

Pour le moment, la situation semble calme. Mais cela n'empêche pas l'impérialisme français d'envoyer plusieurs avions de la force aérienne pour renforcer ses engins de mort déjà installés en un grand nombre au Tchad. Tout se passe comme si le gendarme de l'Afrique a perdu une partie de sa crédibilité à cause du Jaguar abattu et qu'il faut à tout prix rassurer tous les dictateurs africains qui ont demandé son intervention. Le renforcement des troupes françaises signifie aussi que l'impérialisme français n'exclut pas l'éventualité d'un engagement militaire plus grand, et plus direct, contre Goukouni - et qui sait contre Khadafi. Mais pour l'instant, après avoir fait donner les Jaguar, le gouvernement français fait donner Claude Cheysson. C'est ainsi que, à peine la fumée du feu de canon dissipée, le ministre français des Affaires Etrangères a fait une tournée à Ndjaména, Addis-Abeba, mais aussi à Tripoli. Façon d'essayer de démontrer que le gouvernement français ne demande qu'à se dégager du Tchad, qu'il est prêt à négocier et que si la guerre continue, c'est la faute à Khadafi ?

Où alors, est-ce pour négocier avec Khadafi pour qu'il accepte d'être avec le gouvernement français, le co-protecteur d'une nouvelle tentative de " gouvernement d'union nationale ", imposée aux deux clans rivaux, sous la houlette de Hissène Habré - ou d'un troisième larron, dans le genre Omar Acheik ? Négocieront-ils au contraire, en coulisse une partition durable du Tchad entre factions ? C'est plus probablement une diversion diplomatique seulement autour d'un fait réel, qui est celui de la présence de l'armée française, pour protéger une dictature incapable de se stabiliser de par ses propres forces.

En attendant, de toute façon, c'est un avertissement aux peuples d'Afrique, pour leur rappeler que derrière chaque dictateur national, il y a la force armée de l'impérialisme qui le protège. Et si les fusils-mitrailleurs des paras français sont pointés vers les maigres guerrillas de Goukouni, l'avertissement est adressé plus encore aux populations pauvres de Douala, d'Abidjan ou de Dakar. On peut s'indigner de cette ingérence dans les " affaires intérieures de l'Afrique ", comme le font beaucoup d'organisations nationalistes qui se contentent de réclamer que les troupes françaises partent du Tchad, mais il est naïf de s'en étonner. Non, l'impérialisme ne respecte pas les " affaires intérieures ". Les possédants africains non plus, lorsque ce sont leurs

... / ...

X privilèges ou leurs positions qui sont en cause. Les plus nationalistes des équipes au pouvoir accepteront - ou appelleront - la protection des troupes de ceux qui veulent bien les protéger tant que ça suffit du dictateur du pays africain voisin, françaises voire américaines lorsqu'il faudra toute la compétence et tout le professionnalisme dans l'assassinat d'une grande nation impérialiste, pour briser un peuple.

Eh bien, les travailleurs, les exploités, les prolétaires d'Afrique devront savoir lorsqu'ils se lanceront dans la lutte, qu'ils ne devront pas, eux moins que leurs bourgeois, respecter les frontières. Il faudra qu'ils cherchent eux aussi des alliés, au-delà de leurs frontières. Et ils en ont, les pauvres comme eux, les prolétaires comme eux, d'autres pays d'Afrique, et au delà, dans les pays impérialistes eux-mêmes.

Eh oui, il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin, définitivement aux "ingérences" économiques, politiques et militaires des puissances impérialistes qu'en détruisant le système capitaliste à l'échelle du monde par la voie de la révolution prolétarienne.

Tchad

BUSINESS
IS

BUSINESS

Un émissaire du dictateur Hissène Habré récemment en tournée dans le Sud du pays a officiellement reconnu que dans certaines localités, l'autorité du gouvernement central est ouvertement contestée ; dans d'autres celui-ci ne contrôle plus la situation.

C'est ainsi que l'officiel "Info-Tchad", quotidien gouvernemental, qui, habituellement, ne râte pas une occasion pour faire la propagande du régime, se montre cette fois réservé quand il s'agit de rendre compte de la tournée du ministre de l'Agriculture : "le but de cette mission, écrit-il, (...) était de tenter de rencontrer les frères mécontents qui se trouvent en brousse et dont la présence entrave la libre circulation des paysans et des commerçants." Ainsi donc, le gouvernement reconnaît aujourd'hui l'existence des maquis dans le Sud. Mais ce que le ministre omet volontairement, ce sont les empoisonnements, les enlèvements de combattants FAN, les attaques de leurs Q.G. les embuscades qui leur sont tendues et même les ralliements de quelques FAN aux maquisards, etc...

L'émissaire du dictateur, un vieil opportuniste, un politicard bien connu dans le Sud d'où il est originaire, a eu même à négocier avec des maquisards autrefois qualifiés de bandits de grands chemins, de traîtres et subitement devenus interlocuteurs. "Info-Tchad" du 19 janvier relate notamment : "le travail accompli dans cette zone a abouti à la signature de deux communiqués conjoints avec les Codos rouges à Danamadji et à Moïssala. Actuellement la circulation est libre ; les paysans peuvent se rendre dans leurs champs et les commerçants aller vendre leurs marchandises sans crainte."

Le ministre a parlé aussi de la sécurité des gens au cours de sa tournée. Mais en réalité, ce qui intéresse le gouvernement, c'est surtout l'activité commerciale, source de rentrée d'argent dans les caisses de l'Etat.

Alors, à défaut de vaincre militairement les maquisards, le régime est obligé de traiter avec eux.

Eh oui, les affaires sont les affaires !

sénégal

UN DEFICIT VIVRIER ALARMANT POUR LES PAUVRES

Selon les chiffres officiels, le déficit vivrier du Sénégal atteindrait cette année-ci les 337 000 tonnes. Cela veut dire que le pays devrait importer pour cette année autant de quantité de céréales pour éviter une pénurie alimentaire grave. Ce déficit vivrier est une des conséquences directes de la sécheresse qui ne cesse de s'accroître d'année en année. Selon les services météorologiques du Sénégal, le niveau pluviométrique du dernier hivernage a encore baissé. Il faudra donc prévoir un déficit encore plus élevé pour l'année à venir.

Le gourvenement du Sénégal, comme d'autres gouvernements des pays sahéliens touchés par la sécheresse, multiplie les demandes d'aide d'urgence aux pays riches pour faire face à cette situation qui risque de faire des milliers de victimes, si les aides tardent à venir. Un " comité de solidarité avec le monde rural " a été mis sur pied. Il est chargé de recueillir les dons et les aides provenant des entreprises, des associations ou des particuliers. Pour inciter les donateurs à être larges, Abdou Diouf a fait publiquement un don de deux mois de salaire. Et pour ne pas être du reste, tous les députés ont suivi l'exemple du président. On nous rabâche à longueur des numéros du journal " le Soleil " la liste des donateurs. On y apprend que même (les) travailleurs sénégalais dans l'immigration en France ont cotisé pour participer à cette " solidarité. "

Ce que personne ne sait par contre, c'est comment toutes ces sommes vont être gérées et comment les aides parviendront-elles aux victimes de la sécheresse ! Nous connaissons suffisamment bien les pratiques de nos dirigeants pour être sûrs que l'argent recueilli ainsi que les aides provenant des Etats riches ne vont pas là où ils sont destinés. Quand ce n'est pas l'Etat qui les empêche, ce sont les fonctionnaires qui les détournent. Et ce ne sont pas les fonctionnaires corrompus qui manquent chez nous. Les victimes de sécheresse, elles, n'en recevront que des miettes. Tout au plus, cette " solidarité " va être un prétexte pour serrer un peu plus la ceinture aux travailleurs et aux petits paysans. C'est ainsi que le gouvernement avait annoncé l'année dernière une baisse du prix d'achat de l'arachide aux cultivateurs en même temps qu'une augmentation de 15 % a été annoncée pour le riz, l'huile et le sucre, alors que les salaires, eux, sont restés bloqués.

Alors d'un côté on fait semblant " d'aider " les pauvres et de l'autre on les " matraque ". Mais même si on admettait que les aides parviennent réellement aux paysans en détresse, cela changerait-il quelque chose pour l'avenir ? Non bien sûr. S'il ne pleut pas encore l'année prochaine, ce sera le même problème, peut-être en pire. Faudra-t-il que les paysans pauvres attendent chaque année des aides pour ne pas crever de faim ? En réalité, les caprices du climat ne sont pas pour grand-chose dans cette situation. Car comment se fait-il que les cultures industrielles comme l'arachide ou le coton se sont grosso modo maintenues à un niveau stable et parfois ont augmenté, alors que la production vivrière a-t-elle chuté ?

Il y a toujours une contrainte pour obliger les paysans à cultiver les produits industriels même si cette contrainte est plus insidieuse qu'au colonial. Pourquoi les paysans cultivent de l'arachide plutôt que du mil ? Parce que le rachat de la production arachidière est organisée ; et même si c'est mal payé, les recettes qu'elle procure sont indispensables aux paysans, notamment pour payer l'impôt. Pourquoi ne favorise-t-on pas la culture des produits vivriers ? Si la production céréalière qui constitue l'aliment de base de la production est déficitaire, pourquoi les meilleures terres ne sont-elles pas consacrées prioritairement aux cultures vivrières ...

au lieu d'y cultiver des plantations industrielles telles que la canne à sucre comme c'est le cas à Richard Toll ? Pourquoi ne consacre-t-on pas une partie de l'argent de l'Etat, même s'il n'en dispose pas beaucoup, à l'achat des pompes et d'équipements simples ? C'est ainsi, parce que la politique des gouvernants est de servir non pas les intérêts des populations mais ceux des grandes entreprises agro-alimentaires comme les Lesieur ou autres.

Que la production du riz, du mil ou maïs baisse d'année en année jusqu'au point où cela entraîne des pénuries, nos dirigeants ne sont pas du tout alarmés. Tout au plus quand ils font semblant de s'en occuper, c'est pour demander des " aides " ou de " secours d'urgence ". Aujourd'hui, au Sénégal, la pénurie du riz n'est pas encore au point où on n'en trouve plus, ou que les prix flambent. Mais déjà, certains commerçants commencent à spéculer. C'est ainsi qu'on apprend par un récent numéro du journal " le Soleil " que dans la région du Cap-Vert, notamment à Dakar et dans ses environs, certains commerçants stockent illicitement leur riz pour pouvoir le revendre plus cher en cas de rupture. Des rumeurs courent sur une prochaine augmentation de prix. Mais avant même que cela soit officiel, des commerçants le vendent déjà à 140 F CFA le kilo au lieu de 130 F CFA.

Pour faire face à cela, on apprend que le gouvernement va sévir en y envoyant des agents du " Contrôle économique ". Il est prévu une amende allant de 20 000 à 50 000 F CFA pour les commerçants fraudeurs. Mais tout le monde sait que ces fameux " contrôleurs " sont des gens corruptibles. Tout le monde sait aussi que les grands commerçants sont souvent de même avec les hauts fonctionnaires responsables des contrôles. Alors, cela permettra tout au plus au gouvernement de faire beaucoup de vent pour peu de chose. Pourtant ce n'est pas bien compliqué de surveiller les fraudeurs et les spéculateurs qui profitent de la situation de pénurie pour s'enrichir. Il suffirait de demander à tous les affamés, à tous les consommateurs de contrôler eux-mêmes les commerçants dans leurs quartiers. Ils seront mille fois plus efficaces que les " contrôleurs " attitrés du gouvernement. Mais demander à la population de participer à une telle tâche, on ne peut pas attendre cela de nos gouvernants car ils savent très bien que la population ne se limitera pas à cela. Elle verrait beaucoup de choses anormales, beaucoup d'injustices et de magouilles. Alors, il n'est pas du tout dans les intérêts de nos dirigeants d'encourager les populations à participer dans les affaires qui les concernent.

On peut même être sûr que si les gens, dans leurs quartiers, dans leurs villages et dans leurs villes se mettaient à s'organiser pour contrôler les prix et les stocks des commerçants, ils auraient en face d'eux les policiers pour les réprimer et pour protéger les fraudeurs. Car en fin de compte, c'est à eux que servent les policiers, comme d'ailleurs tout l'appareil d'Etat : à protéger les intérêts des possédants.

Peut-être que cette année-ci, une fois de plus, le gouvernement va s'en tirer à bon compte en faisant du bla-bla et en demandant quelques miettes de plus à ses maîtres impérialistes. Mais c'est un problème qui risque un jour de faire des dizaines de milliers de victimes comme cela est le cas actuellement au Mozambique. Car, qu'on délaïsse l'agriculture vivrière au profit de l'arachide, du coton ou de la canne à sucre, ce n'est pas seulement un problème agricole. Ce qui est vrai pour l'agriculture est vrai pour l'ensemble de l'économie. Tout comme l'agriculture, il faut organiser autrement toute l'économie pour qu'elle réponde réellement aux besoins de l'ensemble de la population et non pas seulement à ceux des nantis. Mais cela nécessite que les travailleurs, les petits paysans, et les pauvres en général, se débarrassent de ceux qui les dirigent, prennent le pouvoir et gèrent l'économie dans l'intérêt des pauvres.

Les ressources du pays sont faibles ? C'est vrai ! Et c'est vrai qu'il n'y a pas de solution aux problèmes de fond de l'économie du Sénégal dans le cadre du seul Sénégal. En tant que révolutionnaires socialistes, nous avons la conviction que la fin définitive de la pauvreté, exige le renversement de la bourgeoisie à l'échelle internationale par la révolution prolétarienne, la fin du système capitaliste et la réorganisation de l'économie à l'échelle du globe. Mais les pauvres au pouvoir, même provisoirement dans le cadre d'un seul pays d'Afrique, feraient en sorte qu'une personne ne puisse être menacée de famine, tant qu'il en existe d'autres qui vivent dans le luxe, roulent en Mercedes et dépensent en un seul repas ce qui suffirait pour nourrir un pauvre en un mois !

SENEGAL

DIOUF A LA CHASSE AUX AYATOLAH !

L'ambassade iranienne à Dakar a été fermée à la demande des autorités sénégalaises. Elles accusent en effet les diplomates iraniens à Dakar d'aider financièrement des groupes islamiques " Khomeinystes " assez actifs au Sénégal. Il est certainement bien plus facile d'accuser les agents de Khomeiny que d'expliquer la montée de l'intégrisme religieux au Sénégal. Après tout, l'épouvantail Khomeiny est un argument comme un autre. N'étant pas dans les secrets de monsieur Khomeiny, nous aurions bien du mal à déterminer le rôle exact de ses agents au Sénégal.

Par contre cela ne fait aucun doute, le mouvement intégriste connaît un certain développement au Sénégal depuis quelques temps. On voit apparaître de plus en plus de groupes se réclamant des idées fumeuses de la république islamique ou prônant un " islam pur " comme moyen de libération de l'homme africain. Ces différents groupes qui n'hésitent pas à s'en prendre au régime en place, rencontrent effectivement un certain écho dans la population, surtout dans la fraction croyante du petit peuple. Cela pourrait expliquer la décision du gouvernement sénégalais.

Quoi qu'il en soit, pour nous militants révolutionnaires, nous pensons que aussi bien au Sénégal que dans d'autres pays d'Afrique, les exploités, les pauvres ont d'autres perspectives que de s'enfermer dans ces doctrines religieuses. Les groupes intégristes ne proposent rien d'autre qu'un catalogue d'idées moyennâgeuses, basées sur l'ignorance et l'acceptation des misères ici-bas.

L'avenir pour les pauvres, ce n'est pas d'ajouter aux chaînes de l'exploitation capitaliste, aux chaînes de la misère, d'autres chaînes, fussent-elles au nom d'Allah. Notre avenir réside dans notre capacité de lutter consciemment pour briser toutes nos chaînes, y compris celles de la religion, qui nous poussent en arrière, dans l'ignorance et la passivité.

* * * * *
* * * * *

maroc Hassan II

ASSASSINE ET EMPRISONNE

Au courant du mois de janvier, il y a eu des manifestations et des révoltes contre la hausse des prix des denrées alimentaires décidée par le régime réactionnaire de Hassan II. Une fois de plus, le dictateur de Rabat n'a pas hésité à envoyer ses flics et son armée contre la population civile sans armes. Il y a eu plusieurs dizaines de morts selon le gouvernement ; des centaines selon l'opposition marocaine.

Hassan II , après avoir fait tirer sur les manifestants, a tout de même été obligé de faire marche arrière en annulant toutes les hausses des prix annoncées.

Ce qui s'est passé au Maroc et en Tunisie montre bien que si la population pauvre de nos pays se mobilisait, aucun de nos dictateurs, quels qu'ils soient, ne pourrait augmenter les prix d'une manière abusive, comme il veut et quand il veut.

le MALI dans l'UMOA qui paiera ?

Le Mali devrait bientôt abandonner sa monnaie, le FM (Franc Malien) pour le Franc CFA. En effet depuis octobre, date du dernier sommet de l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine) tout semble prêt. Ainsi, après 22 ans d'absence, le Mali va réintégrer le symbole le plus voyant de la France en Afrique.

Créé pendant la colonisation, le F CFA a survécu aux indépendances à l'intérieur de l'UMOA. La France, puissance impérialiste de seconde zone, ne se fiait pas assez à sa puissance économique, pour sauvegarder ses positions dans ses anciennes colonies d'Afrique. Elle a besoin de perpétuer des formes plus ouvertes, survivances très vivaces de la domination coloniale directe. La monnaie des pays africains, anciennes colonies, n'a de valeur que par le rattachement à la monnaie française, au Franc français. Si aujourd'hui le Mali revient au sein de l'UMOA et adopte le F CFA, ce n'est en définitive que la régularisation d'une situation de fait.

En 1962, la création du Franc Malien (FM) répondait à la volonté d'indépendance de Modibo, au souci de faire valoir les prérogatives de l'Etat malien. Mais très tôt le Mali, pays pauvre, sans grandes ressources, se retrouve sous la coupe de la France qui garantit sa monnaie à l'extérieur. Un administrateur français siège au conseil d'administration de la Banque du Mali. Donc, pas plus qu'avant, la création d'une monnaie nationale n'a en rien changé quoi que ce soit dans les rapports entre le Mali et la France. Par contre sur le plan intérieur, l'existence du FM a créé des habitudes. Le changement pose donc des problèmes ; car 100 FM = 50 F CFA. Et les prix des produits sont fixés en FM. Ces prix, traduits en CFA garderont la parité 100 FM = 50 F CFA ou alors se contentera-t-on de changer les lettres FM par CFA ? Cela n'a pas du tout la même signification, surtout quand on est pauvre au Mali. On peut craindre d'ailleurs que l'Etat adopte la deuxième solution. Au niveau des salaires, le problème se pose aussi. Un fonctionnaire qui percevait 100 000 FM par mois ne percevra plus que 50 000 F CFA ou bien gardera-t-il ses 100 000 F mais en CFA ? La deuxième solution paraît peu probable.

En définitive, cette opération qui aurait pu être un simple changement de monnaie, risque de se traduire par une réduction de salaire, parce que l'Etat a les moyens de l'imposer ; tandis que les prix resteront les mêmes qu'avant, car il n'y a pratiquement aucun moyen pour peser sur les prix, même ceux pratiqués par le petit commerçant de la brousse. Et cela, c'est les plus pauvres qui vont payer.

Dans les conditions que connaît le Mali, il serait donc étonnant que l'Etat ne cherche pas à tirer profit de la situation que le changement de monnaie va créer, au détriment de la population. Et quelle que soit la solution envisagée, il n'est pas dit que la population accepte tout sans réagir. Peut-être est-ce à cause de tous ces problèmes que le régime attend ? Quoi qu'il en soit, les populations les plus pauvres du Mali n'ont rien de bon à attendre de tous ces changements qui se préparent. Car pour eux, que ce soit des FM ou des CFA, la vie sera toujours aussi chère.

BAMAKO

il ya ORDURES et ORDURES !

Depuis le 2 janvier dernier, une campagne de sensibilisation sur la salubrité est lancée dans la ville de Bamako par le service régional de l'hygiène publique. Cette campagne en soi est une bonne chose. Cependant, la propreté d'une ville ne dépend pas seulement des habitants mais surtout des autorités locales ou régionales. Dans beaucoup de

quartiers populaires de Bamako, il n'y a ni canalisations pour évacuer l'eau sale ni de ramassage régulier des ordures et il est impossible de passer sans se boucher le nez à cause de mauvaises odeurs. Mais pour la campagne ne soit du bla-bla, les autorités feraient mieux de faire d'abord des travaux de canalisation et surtout ramasser toutes les ordures ménagères qui pourrissent dans les quartiers populaires.

Les ordures galonnées qui sont au pouvoir à Bamako veulent bien qu'il y ait des ordures ménagères dans les quartiers populaires mais elles ne veulent pas d'autres ordures et insalubrités qu'eux-mêmes dans les quartiers résidentiels.

le FMI BANQUIER et HUISSIER de l'IMPERIALISME

Tour à tour deux pays jusque-là considérés comme ayant des régimes plus ou moins stables ont connu, ces dernières semaines, des troubles sociaux graves. Il s'agit de la Tunisie et du Maroc. Dans ces deux pays, sous le poids de la crise, les gouvernements ont pris des mesures draconiennes, véritables attaques contre le niveau de vie des populations, surtout les plus pauvres. Les émeutes violentes qui ont éclaté à la suite de ces mesures, faisant des centaines de mort, ont fait reculer les gouvernants. Seuls des mouvements de révolte assez profonds pour faire trembler même les régimes réputés stables ont pu faire reculer les gouvernements tunisien et marocain. Ces émeutes ne sont peut-être que les premières d'une série à venir en Afrique surtout, et dans le tiers-monde en général. (au Brésil l'on a assisté récemment à de violentes révoltes de la faim.)

Car la crise, cela ne signifie pas seulement que les pays du tiers-monde ont 850 milliards de dollar de dette extérieure ; cela signifie aussi plus de misère pour des millions de personnes, le désespoir et la mort. Pour ces deux pays donc, on a beaucoup insisté sur les pressions que le F M I (Fonds Monétaire International) a exercées pour qu'ils prennent des mesures d'austérité et fassent des économies sur le dos des populations pauvres. Mais qu'est-ce donc que ce F M I ?

Créé en 1946, le FMI était une sorte de banque des Etats capitalistes développés qui ouvrait des crédits dans certaines limites et sous certaines conditions à tous les Etats en difficulté et qui en feraient la demande. Il faut dire qu'on était au sortir de la Seconde guerre mondiale, et il s'agissait de permettre aux Etats momentanément endettés et ne possédant pas assez de réserves monétaires de faire face à leurs engagements.

Aujourd'hui, cet organisme qui compte 146 Etats membres se comporte à la fois comme banquier des banquiers du système capitaliste et en même temps comme huissier pour le compte du grand capital international. Il est chargé d'encaisser les intérêts des prêts consentis, en particulier aux pays pauvres.

Pendant les premières années de la crise internationale, c'est à dire les années 71/72, les banquiers du monde occidental, à la recherche de champs d'investissement de leurs capitaux, et peu désireux de courrir des risques (même en investissant dans des secteurs productifs) ont trouvé le bon filon en prêtant à des taux particulièrement juteux aux pays pauvres.

- PRETS AUX PAYS PAUVRES ?

C'est ce que la lecture des thèses officielles apprend. Mais en réalité qu'en est-il ? C'est aux couches dirigeantes de ces pays que l'argent était prêté. Aux uns pour l'achat d'armes sophistiquées qui, ironie du sort, serviront à mettre au pas les dites populations pauvres. Aux autres, pour des réalisations de prestige, pour engraisser des ministres et

autres parasites, pour leurs achats de produits de luxe, parfois même pour bâtir des capitales sur mesure pour vieillards séniles (cas de la Côte d'Ivoire) .

Seulement la crise s'est aggravée. Et les produits que ces pays exportent ne se vendent plus comme avant. Par contre le prix des produits importés, lui, augmente, créant un déséquilibre. Alors, le FMI, comme chargé d'affaires des banquiers, intervient d'une part pour relayer les banquiers qui ne veulent plus courir de gros risques en continuant de prêter de l'argent à des pays endettés. Il intervient d'autre part pour exiger les échéances du passé. Et bien évidemment dans cette société de classes, si les emprunts profitent aux privilégiés, par contre la charge de remboursements, elle, retombera sur la tête des pauvres. C'est eux qui, par la sueur et le sang, auront à payer.

Dans tous les pays où intervient le FMI, le même scénario se produit : compression des dépenses publiques, dévaluation de la monnaie nationale (quand il y en a une), suppression des subventions de produits de base. Pour les Etats qui ne respecteraient pas les consignes - pour ne pas dire les ordres - le FMI coupe les crédits. Cela est arrivé au Zaïre, au Brésil et au Pérou.

Alors dans les pays comme les nôtres, où souvent le principal employeur est l'Etat, faire une compression des dépenses de l'Etat, cela revient à signer la condamnation à la misère totale pour des milliers de personnes. Car un salarié fait vivre plusieurs personnes. Et autour des salariés, gravite un certain nombre de petits métiers qui permettent à des centaines de milliers de petites gens de vivre. Or compression des dépenses de l'Etat, pour le FMI, cela se traduit sur le terrain, non pas lutte contre les nombreux abus et gaspillages financiers des privilégiés, mais au contraire, licenciements, compression du personnel. Une autre source particulièrement ignoble pour réaliser des économies consiste à supprimer des produits de base - pain en Tunisie, sucre ou riz pour d'autres pays - et même quand on sait que dans certains cas, cette suppression équivaut à une condamnation à mort pour des milliers de pauvres.

Oui, nous vivons dans un monde inhumain. Nous vivons des conditions dont l'impérialisme est le premier responsable. Mais nous devons aussi nous méfier des fausses solidarités, de l'hypocrisie de nos dirigeants. Ces derniers utilisent trop facilement le prétexte des exigences du FMI pour justifier leur sale politique et les mesures d'austérité. Ils se présentent souvent comme les victimes des pressions impérialistes et comme n'ayant pas d'autres choix que de répercuter cette pression sur les populations.

Eh bien non. Peut-être sont-ils victimes ! Mais nos dirigeants sont surtout complices contre les pauvres. Car pour les dettes à rembourser, il suffirait simplement de vider quelques coffres en Suisse, ou vendre les villas et autres mercédès. Il y aurait de quoi rembourser des dettes. Mais cela, nos dirigeants ne veulent pas. Ils ne le voudront jamais.

Nous ne devons donc pas nous laisser mystifier. La guerre économique qui se livre actuellement n'est pas une guerre de pays riches contre pays pauvres. Ce n'est pas une guerre de pays contre pays, mais une guerre de classes : riches contre pauvres. L'ennemi que nous devons combattre et dont nous devons débarrasser, c'est bien sûr l'impérialisme affameur, mais c'est aussi et d'abord le bourgeois qui nous dirige, et qui est le serviteur de cet impérialisme.

immigration

" L'AIDE AU RETOUR ", UNE MANIERE DE LICENCIER

Récemment, Pierre Mauroy en visite officielle au Sénégal a déclaré que son gouvernement est prêt à donner des aides pour le retour dans leur pays aux quelques deux cents travailleurs sénégalais licenciés de chez Talbot. On a même créé un bureau à Dakar : l' "Office National de l'Emigration", organisme destiné à accueillir ceux qui retournent au Sénégal et à les aider à s'installer chez eux. Dans le même temps, ici en France, certaines entreprises de l'automobile, comme Renault et peut-être Citroën envisageraient des primes de départ pour ceux des travailleurs immigrés qui veulent retourner définitivement chez eux.

C'est une façon de procéder en "douceur" à des licenciements et de tenter de désamorcer des réactions de colère des travailleurs, et d'éviter de nouveaux Talbot. C'est une façon aussi de désolidariser les travailleurs français des travailleurs immigrés. En proposant quelques sommes dérisoires aux travailleurs étrangers, les patrons espèrent créer des divisions entre ouvriers français et étrangers.

La gauche au pouvoir ressortirait donc du tiroir le fameux "million du retour" de Giscard, qui pourtant n'avait pas convaincu grand monde de rentrer, hormis ceux qui en avaient de toute façon l'intention. Le gouvernement va peut-être - mais ce n'est même pas sûr - augmenter un peu la somme allouée ; améliorer la présentation, en ajoutant par exemple à ce qui serait donné par l'Etat, la somme résultant de la liquidation des droits à la retraite, les indemnités de licenciements etc..., de façon à ce que la somme totale puisse sembler tentante.

Une façon comme une autre de laisser miroiter devant l'immigré, travailleur en France, la possibilité de devenir, au pays, commerçant, propriétaire de taxi-brousse, petit, tout petit capitaliste en somme...

Eh oui, mais même s'il y avait beaucoup de candidats, il n'est pas dit qu'il puisse y avoir beaucoup d'élus. Même si quelques millions d'anciens francs représentent une somme qu'aucun ouvrier de Dakar, de Rufisque ou de Bamako et à plus forte raison, aucun petit paysan du Fleuve ne pourrait jamais mettre de côté, il y a de fortes chances que la plupart de ceux qui rentrent, même nantis de cette somme redeviennent rapidement les prolétaires qu'ils avaient été ici, en France.

Les gouvernants français le savent d'ailleurs tellement bien, qu'ils essaient de s'entendre avec les gouvernants de là-bas, pour échaffauder ensemble des plans de formation professionnelle pour des métiers utiles là-bas, et financés par les autorités française, ou encore pour faire ensemble des déclarations promettant de faciliter l'installation au pays et de trouver du travail sur place.

La mauvaise blague ! Comme si des centaines de milliers de travailleurs d'Afrique n'avaient pas quitté leur pays justement parce qu'il n'y avait même plus le moyen de survivre dans leurs villages d'origine et parce que même dans les quelques grandes villes industrielles, le travail est rare. Et avec la crise, ce n'est certainement pas mieux !

Les dirigeants des pays d'émigration eux-mêmes ne le savent que trop bien et ne sont pas très chauds pour accueillir le retour des émigrés, d'autant que cela ferait des devises en moins.

Ceux qui le font, comme ceux du Sénégal, le font sous la pression du gouvernement français, et parce que celui-ci laisse miroiter des aides qui profiteront sans doute plus aux autorités sénégalaises qu'aux travailleurs eux-mêmes.

Alors, les promesses d'aide au retour doublées de la crainte du racisme montant, feront-elles partir un grand nombre de travailleurs ? L'avenir le dira. Et d'ailleurs peut-être que dans un an, dans deux, si les caisses de l'Etat sont vides, il n'y aura même plus de promesses, il n'y aura plus que pression, voire la contrainte. En tous les cas, on voit bien aujourd'hui que, dans ce monde capitaliste, il n'y a pas de terre promise pour les travailleurs. Pas plus ici, en France, que là-bas, au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire ou au Maghreb.

Mais on voit aussi que, s'il y a toute cette agitation autour de " l'aide au retour ", c'est parce que quelques milliers de travailleurs immigrés ont piqué un coup de colère chez Talbot, et parce que Citroën, Renault ou les entreprises de sidérurgie qui se préparent également à licencier, craignent les mêmes réactions, ou en craignent de pires.

Alors, tant qu'ils sont ici en France, les travailleurs immigrés ont intérêt à se battre, et à se battre avec leurs camarades de travail français, en tant que travailleurs, parce que sinon, les capitalistes leur feront payer la crise, sans même le moindre dédommagement. Mais surtout, il faut apprendre à se battre, à s'organiser, ici où c'est plus facile, parce que cela servira également là-bas, dans le pays, parce que, là-bas aussi, il faudra que les travailleurs se battent.

On ne pourra peut-être pas empêcher la bourgeoisie française de renvoyer des milliers de travailleurs immigrés en Afrique. Mais on pourrait faire en sorte qu'elle ait un jour à regretter amèrement de l'avoir fait. En attirant au cours des années passées dans les grandes usines d'automobile ou de sidérurgie de France des dizaines, des centaines de milliers de paysans de Guidimaka, de l'Atalas ou des Aurès, le grand capital en a fait des prolétaires :

Aujourd'hui, il les renvoie pour temporiser les luttes sociales ici.

Eh bien, ce faisant, il prépare peut-être la révolution là-bas ! C'est le grand capital lui-même qui accumule le matériau pour l'explosion sociale à venir en Afrique. Mais il faut des hommes, des organisations révolutionnaires pour que l'explosion soit le point de départ d'une révolution des prolétaires, qui ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Afrique.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.